

# GRENOBLE ET SA RÉGION

## POLITIQUE EXPRESS

### ÉCHIROLLES

Michel Savin organise une réunion contre les violences faites aux femmes



→ Dans le cadre de la Journée des droits de la femme, le sénateur-maire de Domène Michel Savin (LR) a invité des femmes-maires et élues départementales à un déjeuner-débat à Échirolles. Le thème : la lutte contre les violences faites aux femmes. Et l'invitée d'honneur était Pascale Vion, rapporteur d'une étude sur le sujet au Conseil économique, social et environnemental. Photo DR

### AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

« Bah, notre programme, vous savez... »

→ C'est avec ironie que le conseiller régional d'opposition, Olivier Véran (PS), a relaté hier, via un communiqué, ce qui s'est passé en commission Santé à la Région : « J'ai interpellé la présidente de la commission, ainsi que la vice-présidente, afin de savoir quand et comment serait tenu l'engagement du candidat Laurent Wauquiez de desserrer le numerus clausus, qui détermine annuellement le nombre d'étudiants admis en 2<sup>e</sup> année de médecine. La réponse a été, en substance : "Bah, notre programme, vous savez... ça, je ne peux pas agir sur le numerus clausus puisque c'est le ministre de l'Enseignement supérieur qui décide !" [...] Le "nouveau souffle" n'en finit pas de s'essouffler ! »

### LE PIN/PALADRU

Le projet de commune nouvelle autour du lac avance

→ Dès mercredi prochain, des urnes un peu spéciales vont faire leur apparition dans les mairies de Paladru et du Pin : elles recueilleront les propositions des habitants concernant le futur nom de la commune nouvelle regroupant ces deux villages de 1200 habitants. Le projet avance et les deux maires, Jean-Paul Bret (Le Pin) et Gérard Seigle-Vatte (Paladru), souhaiteraient une création dès le 1<sup>er</sup> janvier 2017. « À terme, on souhaiterait pouvoir former une seule entité avec les cinq communes autour du lac : Charavines, Montferrat, Billieu, Le Pin et Paladru », assurent les deux élus visionnaires, qui rêvent que ce mariage à deux ne soit qu'un début...

ISÈRE | Une délibération "choc" était prévue pour le conseil municipal du 21 mars, mais elle a été repoussée

# Lyon - Turin : mais que prépare la municipalité grenobloise ?

Il s'agit de trois petits feuillets qui ont pas mal agité, ces derniers jours, les milieux politique et économique... Il s'agit d'une délibération qui était prévue pour le conseil municipal de Grenoble du 21 mars, mais qui a finalement été repoussée...

Mais parlons d'abord du texte, avant le contexte. Car le premier - dont nous avons obtenu copie - vaut le détour.

**Un projet « inutile, irréaliste » et « reposant sur du sable »**

Dans cette délibération, qui aurait dû être exposée par l'écologiste Pierre Mériaux, la Ville de Grenoble disait tout simplement qu'elle souhaitait se retirer du protocole d'intention relatif à la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin. Un protocole, signé par l'ancien maire Michel Destot (PS), que l'actuelle municipalité écologiste semblait rejeter. Enfin, du moins, au moment de la rédaction du texte.

Au motif ? Le coût, d'abord : « Alors qu'en 2002, le Département de l'Isère, la Métro et la Ville de Grenoble devaient participer au projet, selon une répartition à déterminer, à hauteur de 53,4 millions d'euros, en 2007, l'enveloppe pour ces mêmes collectivités atteignait déjà 129,72 millions. Aucune actualisation des données n'a été faite depuis [...] Sachant que l'ensemble du projet a été estimé

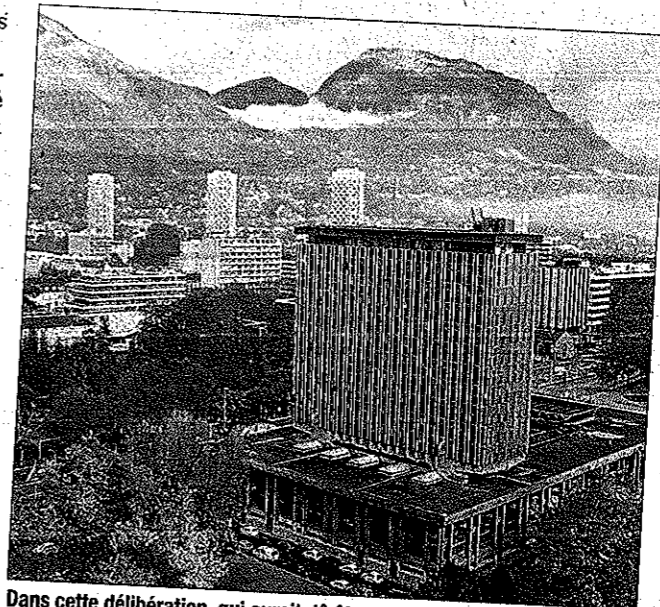
à plus de 26 milliards d'euros ! »

Ensuite, l'éthique : « Il convient de souligner l'opacité du montage financier du Lyon-Turin dans sa globalité. »

Enfin, le projet est qualifié d'« inutile, irréaliste » et soupçonné « de reposer sur du sable » et d'être la proie des « lobbys, pressés de profiter d'une manne publique payée par les contribuables français, italiens et européens ».

Bon... Contacté hier, le conseiller Pierre Mériaux n'a pas manqué d'ajouter que le 9 mars à Venise, le président français François Hollande et le Premier ministre italien Matteo Renzi avaient aussi signé un protocole additionnel évoquant « la lutte contre les infiltrations mafieuses dans les contrats ».

Maintenant, passons au contexte isérois : alors que cette délibération commençait à circuler et à causer un certain émoi, on apprenait donc jeudi soir qu'elle avait été retirée de l'ordre du conseil municipal du 21 mars. Pourquoi ? Au cabinet du maire, on donnait hier cette explication : « Depuis le 24 février dernier, un nouvel accord a été signé, qui pourrait changer la donne pour les collectivités impliquées dans le projet. Les préfets de Région ont été mandatés pour expliquer les nouvelles modalités. N'ayant pas eu de nouvelles, le maire Éric Piolle a écrit il y a deux jours une



Dans cette délibération, qui aurait dû être présentée par l'écologiste Pierre Mériaux, la Ville de Grenoble disait tout simplement qu'elle souhaitait se retirer du protocole d'intention relatif à la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin. Photo Le DL

### L'INFO EN +

#### LE LYON-TURIN

■ La liaison ferroviaire transalpine Lyon-Turin est un projet de ligne de chemin de fer mixte voyageurs/fret à travers les Alpes, entre la France et l'Italie.

■ La liaison Lyon-Turin, située à l'intersection des axes Nord-Sud et Est-Ouest de l'Europe, devrait s'appuyer sur la réalisation de deux tunnels, l'un de 53,1 kilomètres qui reliera Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie) à Venaus (Val de Suse), et l'autre de 12,2 kilomètres entre Venaus et Bruzolo.

### Ils ont déjà réagi...

La délibération, qui ne sera finalement pas présentée le 21 mars, a quand même été commentée ces derniers jours, notamment pour son intention. Ainsi, l'ancien maire de Grenoble, Michel Destot (qui a été missionné par le gouvernement pour trouver des financements "innovants" pour le Lyon-Turin), s'est désolé d'une « décision qui pourrait, si elle est un jour votée, isoler encore plus Grenoble ». Le nouveau président de la Fédération du BTP de l'Isère, Thibault Richard, a déploré « qu'on envisage de mettre à mal les futurs chantiers de demain ». Et le vice-président en charge des Déplacements à la Région, Patrick Mignola, a dit : « Si Grenoble va jusqu'au bout de sa démarche, cela n'aura pas d'impact sur le projet qui est d'intérêt général. En revanche, je vois là une forme de provocation vis-à-vis de l'ancien maire Michel Destot. Le projet risque d'être pris en otage au milieu de règlements de comptes entre socialistes et écologistes. Non, franchement, ce n'est pas au niveau ! »

Éric MOULINIER

Recueilli par É.V.M.